

N° DP 24/876

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **SUBVENTION DE 10 000 € A L'ASSOCIATION RECHERCHE ET AVENIR - 2024**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 3 octobre 2024, pour une subvention de fonctionnement de 10 000 €,

**VU** la convention annuelle d'objectifs, ci-jointe,

**CONSIDERANT** la demande de subvention de l'association Recherche et Avenir (REA),

**CONSIDERANT** que l'Association Recherche et Avenir, spécialisée dans la Valorisation de la Recherche et de l'Innovation, a pour objet de favoriser les interactions entre Recherche et Industrie, Education et Culture, et de faciliter le rapprochement entre Laboratoires et Entreprises. En outre, elle œuvre à l'insertion professionnelle des Docteurs. Elle a également pour objet de promouvoir les sciences et les activités de recherche auprès du grand public,

**CONSIDERANT** que l'association déploie des actions tournées vers la valorisation de la recherche et notamment le dispositif Rapprochement Université Entreprises (RUE) qui favorise à la fois le développement des entreprises grâce à une collaboration active des laboratoires publics et universitaires et la promotion de la recherche, de l'enseignement supérieurs et de ses docteurs,

**CONSIDERANT** que ses missions consistent à :

- 1- Capitaliser sur le bilan des 3 phases : pilote, déploiement et consolidation
- 2- Sensibiliser les entreprises
- 3- Identifier les besoins et verrous technologiques des entreprises
- 4- Identifier les projets de recherche des laboratoires
- 5- Organiser des rencontres en comités restreints
- 6- Accompagner les partenariats laboratoires/entreprises
- 7- Accompagner les Masters, doctorants et jeunes docteurs auprès des entreprises
- 8- Dresser un bilan du retour d'expérience,

## **D E C I D E**

---

### **ARTICLE 1**

**D'ATTRIBUER** une subvention de 10 000 € à l'association Recherche et Avenir.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes de la convention, ci-jointe, et **DE SIGNER** cette convention.

### **ARTICLE 3**

**D'INSCRIRE** cette dépense au Budget Principal 2024, article : 65748 –  
Opération 1116.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **15 OCT. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



40° 50' 00"

**Convention annuelle d'objectifs**  
**entre**  
**l'Association Recherche et Avenir**  
**et**  
**la Métropole Toulon Provence Méditerranée**  
**Année 2024**

**Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par Décision du Président

**Ci-Après désignée « La Métropole »**

**Et**

- L'association Recherche et Avenir régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège Villa la Luna - 256 Promenade des Anglais – 06200 Nice, représentée par la responsable dûment mandatée, Madame Anne Laure ROLLET, habilitée à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

**Ci-Après désigné « L'Association »**

**Il est préalablement exposé ce qui suit :**

L'Association Recherche et Avenir, spécialisée dans la Valorisation de la Recherche et de l'Innovation, a pour objet de favoriser les interactions entre Recherche et Industrie, Education et Culture, et de faciliter le rapprochement entre Laboratoires et Entreprises. En outre, elle œuvre à l'insertion professionnelle des Docteurs. Elle a également pour objet de promouvoir les sciences et les activités de recherche auprès du grand public.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

#### **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024. Elle est conclue pour une durée de un an.

### ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

### ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association Recherche et Avenir à hauteur de 10 000 € (dix mille euros) conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

---

~~Ce montant sera inscrit au Budget principal - Imputation budgétaire 65748-23.~~

Le concours apporté à la réalisation du projet porte 2,19 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

### ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de dix mille euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit 7 000 € (sept mille euros), à la notification de la convention,
- Le solde, soit 3 000 € (trois mille euros) après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet

ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

- ✓ Un rapport annuel d'activités,
- ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable, bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Nombre d'entreprises du Var et de laboratoires impliqués
- Nombre d'entreprises appartenant notamment au territoire de la MTPM
- Nombre de rencontres organisées en comité one to one entre Start-up/PME/PMI/TPE et laboratoires
- Nombre de partenariats initiés dont les projets inscrits dans une démarche de Transition écologique
- Nombre de partenariats initiés impliquant des Masters, Doctorants dont Alternants, Jeunes Docteurs, Ingénieurs dont le nombre de projets inscrits dans la démarche Alternance-Doctorat
- Estimation de la valeur financière des partenariats investis sur le territoire par les entreprises et des subventions publiques
- Nombre d'emplois créés au cours de l'année en CDD ou CDI
- Statistiques sur l'évolution du dispositif depuis son lancement

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.



La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée de un an. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à

l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

---

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

Pour l'association REA

La Présidente  
Madame Anne-Laure ROLLET

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Le Président  
Monsieur Jean-Pierre GIRAN

# NOTE D'OPPORTUNITE

## **RUE : RAPPROCHEMENT UNIVERSITE ENTREPRISES - Soutien à l'innovation des Entreprises de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par la Recherche Publique**

Le Dispositif de Rapprochement entre les Laboratoires de Recherche publique et les Entreprises du territoire favorise le développement des Entreprises (PMI, PME, TPE, Start up), grâce à une collaboration active des Laboratoires Publics et Universitaires. L'association REA a obtenu en 2018, renouvelé en 2020 et en 2022 la Labellisation CDT (Cellule de Diffusion Technologique) auprès du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche pour le dispositif RUE.

**Le dispositif RUE de Rapprochement entre Laboratoires et Entreprises s'inscrit au cœur des politiques territoriales dédiées à la fois au développement économique et à la promotion de la Recherche, de l'Enseignement Supérieur et de ses Docteurs. RUE agit comme un « trait d'union » entre les acteurs des mondes économique et académique.**

Dans ses phases de déploiement, ce projet a clairement montré la nécessité d'aider les acteurs des mondes académique et économique à exprimer leurs besoins et à identifier le bon partenaire pour le montage d'une collaboration de recherche fructueuse. Ce projet fait suite au constat que la puissance de recherche publique du département est insuffisamment mise à disposition des entreprises en quête d'innovation comme source de développement.

Ce dispositif ayant montré son efficacité, il poursuit son développement régional.

Ses missions sont :

### **Mission 1 : Capitaliser sur le bilan des trois phases : pilote, déploiement et consolidation**

Synthèse des résultats accumulés sur 8 ans, validation et duplication des process.

### **Mission 2 : Sensibiliser les Entreprises (Start up, TPE, PME, PMI, grands groupes)**

Sensibilisation des entreprises au potentiel de collaboration effective et d'accompagnement vers l'innovation.

Les informer des process RUE et Laboratoires ainsi que des dispositifs financiers dédiés.

### **Mission 3 : Identifier les besoins et verrous technologiques des entreprises**

Identification des besoins et verrous technologiques des entreprises via les partenaires RUE : Pôles de compétitivité (Eurobiomed, Safe, SCS, Innov'Alliance, Mer), UPE06, UPV, TVT Innovation, CCI Régional et CCI locales, UIMM régionale et UIMM locales, la SATT Sud Est, Forma Sup, Incubateurs (IPCA, InnovaGrasse, Grasse Biotech, MonacoTech, CréACannes, Cannes Hôtel Entreprises), Pépinières (Hub de l'innovation Nice, Business Pôle Sophia, Village By CA Sophia, Grasse Biotech, Chabran Draguignan, Nicopolis Brignoles, Technopole de l'Arbois), Clubs d'Entrepreneurs, Accélérateurs, ...

### **Mission 4 : Identifier les projets de recherche des laboratoires**

Suivi des projets de Recherche matures via les Ecoles Doctorales d'Université Côte d'Azur, de l'Université de Toulon, d'Avignon Université et Aix-Marseille Université, les EPST et les Services Valorisation des établissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche. Proposition d'un projet de thèse avec un doctorant aux entreprises qui auraient défini un besoin en rapport avec le projet de recherche. Développement du projet RUE Alternance-Doctorat en Partenariat avec FormaSup.

### **Mission 5 : Organiser des rencontres en comités restreints**

Organisation de réunion Brainstorming en Comité One to One à partir des potentiels publics/privés identifiés, en présence du facilitateur RUE.

### **Mission 6 : Accompagner les partenariats Laboratoires / Entreprises**

Accompagnement des partenariats Laboratoires / Entreprises dans la définition, la négociation et le développement des projets. Sécurisation du financement des projets. Mise en relation avec les tutelles des laboratoires de Recherche pour l'établissement des contrats collaboratifs.

### **Mission 7 : Accompagner les Masters, Doctorants et Jeunes Docteurs auprès des entreprises**

Aide à l'intégration des étudiants de Master (projet tutoré, stage, alternance), des Doctorants et des Jeunes Docteurs au sein des partenariats établis. Accompagnement des Doctorants et Jeunes Docteurs dans leur intégration du monde économique en les positionnant auprès des chefs d'entreprise comme valeur ajoutée pour l'innovation ou en les incitant à créer leur propre entreprise innovante.

### **Mission 8 : Dresser un bilan du retour d'expérience des années écoulées et de la régionalisation dans les départements du Var, du Vaucluse et des Bouches du Rhône.**

Bilan du projet avec rédaction d'un rapport d'activité et réalisation d'un diaporama.

Communication et Médiatisation des témoignages (Success Stories & Valeur ajoutée du dispositif).

Dans le cadre de la politique ambitieuse de soutien aux Entreprises du Président du Conseil Régional, le projet RUE est soutenu de manière forte par la Région Sud pour son extension au niveau régional. La DRARI PACA, le MEDEF SUD et Fondation nationale pour l'Innovation dans l'Industrie (devenue la CAT) soutiennent également cette ambition régionale. La politique de financement de thèse du Conseil Régional vient en renfort du dispositif RUE en favorisant les projets collaboratifs impliquant un Doctorant.

### **Bénéficiaires**

Les entreprises bénéficiaires sont principalement les Start up / TPE / PME / PMI / Grandes Entreprises (GE). Les Laboratoires de Recherche publics et les Diplômés (étudiants de Master ou d'Ecole d'Ingénieur, Alternants, Doctorants et Jeunes Docteurs) sont également bénéficiaires de la démarche.

### **Objectifs chiffrés**

Dans la mise en relation des mondes économique et académique, suivant notre capacité à recruter, nous visons 30 à 40 entreprises et laboratoires à qualifier dans le Département du Var – 15 à 18 partenariats attendues avec un minimum de 7 à 10 impliquant le recrutement de Stagiaires, Alternants, Doctorants ou Jeunes Docteurs.

### **Localisation**

Dans le cas de la Métropole TPM, la Chargée d'Affaires dédiée u territoire du var est accueillie à la CCI Var (Toulon), à l'UPV (Toulon), à TVT (la Garde), complété depuis la pandémie par des visioconférences.

**Le succès du projet est mesuré à partir des critères suivants**, avec une répartition par territoire, par type d'entreprise, par type de collaboration, et une différenciation entre les partenariats signés et ceux en cours de contractualisation :

1. Nombre d'entreprises du Var et de laboratoires impliqués
2. Nombre d'entreprises appartenant notamment au territoire de la MTPM
3. Nombre de rencontres organisées en comité one to one entre Start-up/PME/PMI/TPE et laboratoires
4. Nombre de partenariats initiés dont les projets inscrits dans une démarche de Transition écologique

5. Nombre de partenariats initiés impliquant des Masters, Doctorants dont Alternants, Jeunes Docteurs, Ingénieurs dont le nombre de projets inscrits dans la démarche Alternance-Doctorat
6. Estimation de la valeur financière (1) des partenariats investis sur le territoire par les entreprises et (2) des subventions publiques
- 7 Nombre d'emplois créés au cours de l'année en CDD ou CDI
7. Statistiques sur l'évolution du dispositif depuis son lancement

### **Information complémentaire**

L'action active de la MTPM complète celle de nos partenaires :

Nation : MEDEF, F2I/CAT

Région : DRARI Provence Alpes Côte d'Azur, CCI régionale, FORMASUP/CFA EPURE, UIMM régionale, Région Sud, MEDEF SUD, SATT Sud Est,

83 : UTLN, UPV, CCIV, ECAA, MTPM, DPVa, TVT, ISEN, KEDGE, SEATECH, Incubateur Provence Côte d'Azur, Chabran Draguignan, Nicopolis Brignoles...

06 : UPE06, CCI NCA, UCA, UIMM CA, MNCA, CASA, CAPG, CACPL, IPCA, CNRS, BPI France, EDHEC, SKEMA, IAE de Nice.

84 : GRAND AVIGNON, AU, COVE, CASC, POP (ex CCPRO), CPME 84 (échanges en cours)

13 : UPE13, CCI AMP, MAMP, AMU, CENTRALE MARSEILLE, FORMA SUP, UIMM Alpes-Méditerranée, DR12 CNRS, Incubateur Belle de Mai, Incubateur Impulse ...

Si la crise sanitaire a ralenti l'activité des écosystèmes, REA a poursuivi en télétravail les réunions de qualification et de brainstorming avec les entreprises et les laboratoires. L'accompagnement par RUE s'est donc poursuivi et les recrutements prévus au sein de l'association effectués, au bénéfice de nos partenaires. La crise énergétique, l'inflation et les difficultés de recrutement tendent à ralentir les ambitions des entreprises néanmoins l'accompagnement par un facilitateur encourage les engagements des chefs d'entreprise.

### **Communication :**

Des communications dans la presse et sur les réseaux sociaux sont réalisées avec chaque partenaire économique (Chambres de Commerce, Unions Patronales, Syndicats de branche, Pépinières, ...).

1. Plaquettes (2) et Slides de Présentation (2),
2. Témoignages vidéo (2 pitches et 8 interviews en ligne, 3 pour des entreprises du Var dont 1 entreprise de la Métropole TPM) ; Des capsules entreprises, des portraits de chercheurs et des témoignages de Doctorants sont programmés en 2023),
3. Web et presse (interview et articles en ligne sur le site de REA et sur Twitter, LinkedIn, FB, Instagram),
4. Networking dans les salons et ateliers (sur l'ensemble des territoires partenaires et en Webinaire)
5. Newsletters des partenaires, Diffusion des films sur les écrans des partenaires
6. Conférences de presse (Success Story), événements (Morning, Salons, Tables Rondes, ...)
7. Le troisième Comité de Pilotage Régional RUE s'est tenu le 20 février 2024 afin de présenter les résultats 2023 à l'ensemble des partenaires de la Région.

<div> <div> <div>RE</div> <div>EA</div> </div> <div>RECHERCHE ET AVENIR</div> <div>PREVISIONNEL REA 2024</div> <div> <div>RE</div> <div>EA</div> </div> </div>			
CHARGES	PREV REA 2024	RESSOURCES	PREV REA 2024
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	3 300,00 €	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	28 500,00 €
Prestations diverses	2 000,00 €	APM - Conférences	26 000,00 €
Achats matières et équipements	1 050,00 €	Animation	2 500,00 €
Autres fournitures	250,00 €	73 – Dotations et produits de tarification	188 500,00 €
61 – Services extérieurs	4 750,00 €	UCA	40 000,00 €
Locations Bureaux	4 500,00 €	UPE06	3 000,00 €
Maintenance et réparation		UTLN	7 500,00 €
Assurance	130,00 €	AVIGNON UNIVERSITE	5 000,00 €
Documentation	50,00 €	AMU	20 000,00 €
Divers	70,00 €	CCIR PACA	30 000,00 €
		UPV	2 000,00 €
		SATT SUD EST	30 000,00 €
		FORMA SUP	30 000,00 €
		MEDEF	6 000,00 €
		UIMMs	15 000,00 €
62 – Autres services extérieurs	30 500,00 €	74 – Subventions d'exploitation	218 000,00 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	11 300,00 €	Etat / Ministère(s)	85 000,00 €
Publicité, publication	600,00 €	DRARI PACA - CDT	60 000,00 €
Déplacements, missions	16 000,00 €	DRARI CORSE - CDT	25 000,00 €
Frais postaux, Télécom, web	400,00 €	Département(s)	10 000,00 €
Adhésions	2 200,00 €	CD06	10 000,00 €
		Région(s)	30 000,00 €
		Sud	30 000,00 €
63 – Impôts et taxes		Intercommunalité(s)	93 000,00 €
Impôts et taxes sur rémunération		MNCA	12 000,00 €
Autres impôts et taxes		CASA	20 000,00 €
64 – Charges de personnel	408 500,00 €	CAPG	5 000,00 €
Salaires nets	202 000,00 €	CACPL	6 000,00 €
Charges sociales	130 000,00 €	MTPM	10 000,00 €
Prime	4 500,00 €	ECAA	4 000,00 €
Recrutement	69 000,00 €	DPVa	5 000,00 €
Autres charges de Personnel	3 000,00 €	GRAND AVIGNON	8 000,00 €
		MAMP	20 000,00 €
		EPCIs VAUCLUSE	3 000,00 €
65 – Autres charges de gestion courante	0,00 €	75 – Autres produits de gestion courante	20 500,00 €
Autres charges à régler		Cotisations, Dons	15 000,00 €
Formation		Formation	5 500,00 €
66 – Charges financières	150,00 €	76 – Produits financiers	500,00 €
Frais bancaires	150,00 €	Intérêts	500,00 €
67 – Charges exceptionnelles	10 000,00 €	77 – Produits exceptionnels	
Chèque Innovation	10 000,00 €	Chèques Innovation	
68 – Dotation aux amortissements	800,00 €	78 – Reports	2 000,00 €
Autres charges	800,00 €	Report Résultats précédents	2 000,00 €
CHARGES INDIRECTES		RESSOURCES INDIRECTES	
Charges fixes de fonctionnement		Fonds Propres	
Autres charges		Autres ressources	
TOTAL DES CHARGES	458 000,00 €	TOTAL DES PRODUITS	458 000,00 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86 – Emplois des contributions volontaires en nature	75 000,00 €	87 – Contributions volontaires en nature	75 000,00 €
Secours en nature	1 400,00 €	Secours en nature	1 400,00 €
Personnel bénévole (2120h)	63 600,00 €	Bénévolat (2120h)	63 600,00 €
Mise à dispo. Grat. de biens et prestations	10 000,00 €	Presta. nature (Bureaux et Salles réunion)	10 000,00 €
TOTAL	533 000,00 €	TOTAL	533 000,00 €

# STATUTS DE REA

Mis à jour en date du  
30 novembre 2021

## Article 1 : Dénomination

Il est fondé, entre les membres fondateurs <sup>1</sup> [l] adhéments aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, qui prend la dénomination de

**RECHERCHE ET AVENIR**

**Association Européenne pour l'Education et la Recherche en Sciences**

## Article 2 : Déclaration d'intention

La création de cette Association constitue une alternative à la pratique de la Recherche Scientifique. En effectuant des travaux de qualité dans un environnement idoine, ses membres pourront s'y épanouir au point que les thèmes abordés, les résultats obtenus et les personnes engagées y soient tous ensemble valorisés.

Les Membres Fondateurs de l'Association souhaitent donner les moyens à des personnes qualifiées, compétentes et motivées .

2. 1. De faire de la Recherche en Sciences.

2.2 De communiquer leurs travaux.

2.3. De transmettre leurs connaissances.

2.4. De former à la démarche scientifique.

Pour permettre à chacun :

2.5. De participer aux avancées scientifiques mondiales. .

2.6. D'être acteur dans l'évolution de la Société.

2.7. De participer au développement d'une Société basée sur la Connaissance.

2.8. D'échanger des compétences et des méthodes.

2.9. D'interagir avec d'autres disciplines.

2.10. D'optimiser et fédérer des initiatives.

2.11. De valoriser les Sciences et la Culture Scientifique

*(\*) Dans la suite des statuts, l'emploi standard du masculin désignera indifféremment des hommes, des femmes et des enfants.*



### Article 3 : Obiet

L'association, spécialisée dans la Valorisation de la Recherche et de l'Innovation, pour objet de favoriser les interactions entre Recherche et Industrie, Education et Culture, et de faciliter le rapprochement entre Laboratoires et Entreprises. Egalement spécialisée dans l'insertion des Docteurs, elle les accompagne vers l'emploi.

Elle a également pour objet de promouvoir les sciences et les activités de recherche auprès du grand public.

### Article 4 : Valeurs fondamentales

L'Association s'engage dans son éthique et dans ses actions à appliquer et à respecter une démarche en adéquation autant avec l'individu qu'avec l'environnement proche et/ou global.

Cette démarche éthique entend créer les conditions favorables notamment à :

- 4.1. L'épanouissement individuel et collectif des membres de l'Association.
- 4.2. La pratique démocratique dans les prises de décision et au sein des discussions et entretiens, considérant que chacun a la compétence ou l'opportunité d'apprendre à former et à interagir avec des groupes dans le dialogue et la transparence.
- 4.3. La mise en conformité des paroles et des actes.
- 4.4. L'adoption d'une attitude confiante et responsable, généreuse et authentique respectant la liberté de chacun. Nous entendons par là même renforcer l'autonomie et la conscience en synergie avec la coopération et l'entraide.
- 4.5. La préservation de la Propriété Intellectuelle.

### Article 5 : Siège

Le siège de l'association est fixé à :

Malson des Associatlons – LA LUNA  
265 Promenade des Anglais  
06200 NICE

Il peut être transféré sur simple décision du Bureau.

### Article 6 : Année associative

L'année associative s'entend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

### Article 7 : Durée

La durée de l'Association est illimitée. Sa dissolution éventuelle sera prononcée dans les conditions prévues à l'article 11.

### Article 8 : Membres

L'Association se compose.

- 8.1. De membres actifs, personnes physiques ou morales, ayant payé leur cotisation, et contribuant à son objet.

- 8.2. De membres associés et de membres stagiaires, personnes physiques, s'impliquant pleinement par l'apprentissage dans la réalisation de son objet.
- 8.3. De membres d'honneur, personnes physiques ou morales apportant un concours éminent à l'Association.
- 8.4. De membres bienfaiteurs, personnes physiques ou morales apportant un concours financier, en nature ou en activités à l'Association.
- 8.5. De membres de droit qui sont les membres fondateurs actifs, à jour de leur cotisation.

## Article 9 : Admission

Les personnes désirant intégrer l'Association seront invitées à un entretien en présence d'au moins trois membres du Bureau, du responsable de secteur s'il existe et, si nécessaire, de personnes compétentes extérieures pour un avis consultatif, formant le Comité de Sélection.

Le statut de membre d'honneur et de membre bienfaiteur sera voté par le Conseil d'Administration sur proposition du Président.

## Article 10 : Ressources

Les ressources de l'Association sont constituées

- 10.1. Des cotisations de ses membres.
- 10.2. Des droits d'inscription et de participation aux activités de soutien et de valorisation de la Recherche.
- 10.3. Des abonnements, de documentation et de diverses publications.
- 10.4. De dons et de cessions de matériels pour la Recherche.
- 10.5. De la rétribution des services rendus sous forme contractuelle ou non.
- 10.6. Des subventions et des dotations de toutes sortes, remises par des organismes nationaux et internationaux, par l'Union Européenne, par l'Etat, par des organismes publics et/ou privés habilités à cet effet, ainsi que par des personnes morales ou physiques.
- 10.7. Du revenu de ses biens.
- 10.8. De dons financiers, en nature ou en activités pour la Recherche.

Le montant des droits et des cotisations est voté par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

## Article 11 : Assemblée Générale

Les membres de l'Assemblée Générale de l'Association sont les membres actifs, associés, stagiaires, partenaires, d'honneur, et bienfaiteurs de l'Association. Des personnes morales ou physiques observatrices ayant voix consultative peuvent être invitées.

- 11.1. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du Conseil d'Administration ou sur la demande de la moitié au moins des membres de l'Assemblée.
- 11.2. L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration. Le Bureau de l'Assemblée est celui du Conseil.

11.3. Les membres y ont voix délibérative suivant les modalités ci-après.

- membre associé, personne physique : 1 voix
- membre stagiaire, personne physique : 1 voix
- membre partenaire, personne morale : 1 voix
- membre d'honneur, personne physique ou morale : 1 voix
- membre bienfaiteur, personne physique ou morale : 1 voix

Les membres empêchés peuvent se faire représenter par un autre membre de l'Assemblée Générale au moyen d'un pouvoir écrit, chaque membre présent pouvant posséder au maximum trois pouvoirs.

Seuls les membres actifs à jour de leur cotisation ont le droit de vote.

Un membre de l'Assemblée Générale ne peut disposer que d'une seule voix délibérative le représentant, qu'il soit à la fois personne morale et personne physique.

11.4. Elle entend les rapports de gestion et d'activité du Conseil d'Administration. Elle approuve les comptes de l'exercice écoulé, vote le budget de l'exercice en cours ou à venir, pourvoit au renouvellement des membres du Conseil et fixe le montant des cotisations annuelles sur proposition du Conseil d'Administration pour l'année suivante et qui seront à régler au plus tard avant l'ouverture de la séance plénière.

11.5. En outre; elle délibère sur toute question posée par tout membre via une demande signée et déposée 15 jours calendaires au moins avant la réunion.

11.6. Les convocations indiquant l'ordre du jour doivent être adressées au moins 10 jours calendaires à l'avance.

11.7. Toutes les délibérations de l'Assemblée Générale sont prises à bulletin secret, à la majorité absolue des membres présents ou représentés. Le scrutin à main levée peut être demandé, soit par le Conseil d'Administration, soit par plus de la moitié des votants.

L'Assemblée devra être composée de la moitié au moins des membres de l'Assemblée Générale.

Si le quorum n'est pas atteint lors de la réunion de l'Assemblée à la première convocation l'Assemblée sera convoquée à nouveau à quinze jours d'intervalle au plus tôt et un mois au plus tard. Lors de cette nouvelle réunion, elle pourra valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

11.8. L'Assemblée Générale a un caractère extraordinaire lorsqu'elle décide de toute modification des statuts. Elle peut décider de la dissolution et de l'attribution des biens de l'Association, ainsi que de la fusion avec toute association de même objet.

11.9. Si besoin est ou à la demande de plus de la moitié des membres de l'Association, le Bureau peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, suivant les modalités prévues ci-dessus pour l'Assemblée Générale Ordinaire.

## Article 12 : Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe chargé de diriger et de contrôler le fonctionnement de l'Association.

12.1. Il se compose de quatre à vingt membres élus par l'Assemblée Générale. Le renouvellement des membres se fait tous les 2 ans par moitié.

Les membres sortants sont rééligibles.

12.2. Tout organisme partenaire peut proposer au maximum une personne le représentant comme candidate au Conseil d'Administration de l'Association.

12.3. Le nombre de membres de droit ne peut excéder la moitié du nombre total de membres du Conseil d'Administration.

12.4. Il se réunit sur convocation de son Président ou à la demande de plus de la moitié de ses membres au minimum 4 fois par an. Il délibère sur toute question posée à la demande signée de tout membre du Conseil d'Administration déposée 15 jours au moins avant la réunion.

Les convocations indiquant l'ordre du jour doivent être adressées au moins 10 jours à l'avance.

12.6. Les membres empêchés peuvent se faire représenter par un autre administrateur muni d'un pouvoir écrit (maximum de deux pouvoirs par administrateur). Les décisions sont prises à la majorité absolue des votants, présents ou représentés.

En cas de partage égal des voix, une discussion présentant de nouveaux éléments devra avoir lieu puis un nouveau vote sera proposé. La présence de la majorité de ses membres, présents ou représentés, est nécessaire pour la validité de ses délibérations. En cas de nouvelle égalité des voix, il appartient au Président ou à son représentant de trancher.

12.8. Tout membre empêché plus de 3 fois dans l'année peut être considéré comme démissionnaire par décision du Conseil d'Administration, qui en donnera alors acte à l'intéressé.

12.9. Le Conseil d'Administration présente chaque année à l'Assemblée Générale un rapport sur l'activité de l'Association et les projets de l'année suivante, ainsi qu'un rapport financier. Il propose à l'Assemblée Générale le montant des cotisations annuelles.

12.10. Le Conseil d'Administration peut inviter, avec voix consultative, toute personne physique ou morale dont il jugerait nécessaire de recueillir les avis.

12.11. Il convoque l'Assemblée Générale - éventuellement en session extraordinaire - et en prépare les travaux.

12.12. Il prononce l'exclusion des membres de l'Association dans les conditions prévues à l'article 15.

12.13. Le Directeur Général est membre invité permanent du Conseil d'Administration.

### Article 13 : Bureau

Le Bureau assure le bon fonctionnement de l'Association sous le contrôle du Conseil d'Administration dont il prépare les réunions.

13.1. Le Bureau est composé notamment des membres fondateurs actifs qui en sont membres de droit pour toute la durée de l'Association (cf. Article 7).

13.2. Le Bureau est également composé de membres qui sont élus tous les 2 ans par le Conseil d'Administration parmi ses membres, son renouvellement étant initialement prévu une année après l'élection du Conseil d'Administration. Les membres élus comprennent le Président et le Vice Président éventuel, le Trésorier, le Secrétaire Général et les Adjoints éventuels.

13.3. Le Directeur Général de l'Association - s'il existe — est invité permanent du Bureau.

13.4. Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet. Il a notamment la qualité pour ester en justice au nom de l'Association tant en demande qu'en défense. Il peut déléguer sa signature et les pouvoirs nécessaires, pour les actes courants, à tout autre membre du Conseil d'Administration: et en cas d'empêchement il est remplacé par le Vice-Président ou en l'absence de celui-ci, par tout autre membre du Bureau qu'il aura désigné.

13.5. Le Trésorier est chargé de tenir ou de faire tenir sous son contrôle la comptabilité de l'Association. Il perçoit les recettes et effectue tout paiement sous réserve de l'autorisation du Président ainsi que dans les cas prévus par le Conseil. En cas d'empêchement, le Trésorier est remplacé par le Trésorier Adjoint éventuel ou, en l'absence de celui-ci, par un autre membre du Bureau désigné par le Président.

13.6. Le Secrétaire Général est chargé en particulier de rédiger les procès-verbaux des réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale et de tenir le registre prévu par la loi. En cas d'empêchement, il est remplacé par le Secrétaire Général Adjoint éventuel ou, en l'absence de celui-ci, par un membre du Bureau désigné par le Président.

#### Article 14 : Démission et Exclusion

14.1. La démission d'un membre du Bureau ou du Conseil d'Administration est agréée par le Bureau qui en donne acte à l'intéressé 60 jours au maximum après la réception de la Lettre Recommandée avec Accusé Réception.

14.2. L'exclusion d'un membre est prononcée par le Bureau

- par constatation de l'impossibilité par ledit membre de participer à la réalisation des objectifs de l'Association.
- par constatation de violation volontaire par ledit membre de la Propriété Intellectuelle (copyright).
- par mesure disciplinaire et après audition de l'intéressé devant le Bureau pour attitude ou acte de nature à compromettre l'image ou le fonctionnement de l'Association. L'exclusion peut être prononcée à titre temporaire ou définitif.

14.3. Tout membre actif qui n'est pas à jour de sa cotisation à la date de l'Assemblée Générale suivante sera considéré comme démissionnaire.

14.4. Les membres fondateurs, non actifs, depuis au moins trois ans, perdent définitivement leur statut de membre de droit.

#### **Statuts modifiés par assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2021**

La Présidente

Le Trésorier

La Vice- Présidente  
et Secrétaire Générale

Anne-Laure Rollet

Laurent Londeix

Katia Mathias



